

---

## Les acteurs locaux face au changement climatique

### Le cas du littoral normand

Salvador Juan

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9533>  
ISSN : 1777-537X

#### Éditeur

Éditions de l'EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 18 février 2011  
Pagination : 189-203

#### Référence électronique

Salvador Juan, « Les acteurs locaux face au changement climatique », *Études rurales* [En ligne], 188 | 2011, mis en ligne le 18 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9533>

---

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

# Les acteurs locaux face au changement climatique

Le cas du littoral normand

Salvador Juan

---

- 1 ALORS QUE DE RÉELLES INQUIÉTUDES liées au changement climatique global se font jour, en particulier depuis la tempête Xynthia de février 2010, divers spécialistes estimaient depuis longtemps déjà qu'il serait sage d'envisager un « repli stratégique »<sup>1</sup> pour faire face à l'élévation du niveau de la mer et aux phénomènes climatiques entraînant submersions, inondations et érosions. Mais quels territoires sacrifier à la gourmandise de la mer dans un contexte de forte urbanisation<sup>2</sup>, quand riverains et élus locaux réclament toujours plus de digues et de protections pour des installations toujours plus nombreuses ?
- 2 En France, cette question est peu abordée d'un point de vue sociologique ; elle est surtout traitée par des géographes [Miossec 1998 ; Paskoff 2001 ; Dedoubt 2002], qui insistent tantôt sur l'aspect sédimentaire tantôt sur les enjeux de la gestion intégrée des zones côtières. Certes, des textes de sociologues existent, qui portent sur le littoral, qu'ils soient à vocation générale [Bodiguel ed. 1997 ; Kalaora 1998]<sup>3</sup> ou de facture ethnologique [Vestergaard 1997 ; Delbos 2002]. Toutefois, à notre connaissance, aucune enquête socio-anthropologique ne montre comment les acteurs locaux se représentent les problèmes de pollution, d'érosion, d'inondation et de submersion.
- 3 Comment les acteurs institutionnels perçoivent-ils les enjeux climatiques concernant leur territoire ? De quelle capacité d'action pensent-ils disposer ? Telles sont les questions auxquelles cet article se propose de répondre à partir d'une enquête de terrain menée auprès d'élus et d'informateurs privilégiés, enquête réalisée en 2009, en Haute et Basse-Normandie<sup>4</sup>, sur 7 sites ruraux suffisamment diversifiés pour rendre compte de toutes les situations.
- 4 Certains scientifiques, écologistes et autres acteurs locaux considèrent que, face aux désordres climatiques et environnementaux dus à l'activité humaine, il faut changer les pratiques. Mais ils sont minoritaires. La majorité des élus préconisent au contraire la protection, arguant de l'intangibilité des phénomènes naturels. La capacité d'action

oscille donc entre un pôle correcteur et un pôle protecteur. Cette tension ne peut se comprendre qu'en prenant du recul et en s'intéressant aux enjeux sociopolitiques que comporte l'adaptation à ce que les administrations appellent désormais « le changement global ».

## Les enjeux socio-environnementaux du littoral

- 5 Alors que les particuliers (non riverains) se représentent le patrimoine naturel collectif qu'est le littoral [Kalaora 1998] comme un paysage ouvert dont il convient de protéger l'authenticité et la pureté, les acteurs locaux – à l'exclusion des écologistes, scientifiques et techniciens de l'environnement – se le représentent comme fermé par des dunes ou par des équipements qui permettent le développement d'activités économiques en bord de mer ou qui protègent celles de l'arrière-pays ; d'où, dans l'imaginaire, l'importance de l'endigage et de la protection.
- 6 Aujourd'hui, des dunes et des digues, souvent traversées de conduits d'évacuation des eaux douces (nôs, vannes, buses) ainsi que des portes à flots protègent, sur presque tout le littoral français, des terrains et des polders destinés à l'agriculture mais aussi au tourisme et à l'industrie. Ces aménagements ont été réalisés principalement au XIX<sup>e</sup> siècle, tout comme la dé-estuarisation de nombreux petits fleuves côtiers. Pour gagner sur la mer et agrandir le domaine tant agricole qu'urbain, on a donc créé, sur le littoral de l'Atlantique et de la Manche, de nombreux terrains à la hauteur des grandes marées ou en dessous de ce niveau, ce qui a donné lieu à la mise en place de dispositifs spécifiques et a eu des effets écologiques inattendus. Ainsi, en Normandie, des syndicats de digues et de bas-fonds (SDBF) existent depuis 1842. Ce président d'un SDBF domicilié au nord d'Utah Beach, dans la Manche, précise :  

À l'époque, [ce syndicat] avait deux objectifs, qui sont toujours à peu près les mêmes aujourd'hui : réguler les eaux et se protéger de la mer. [...] C'est un syndicat de propriétaires qui regroupe 900 cotisants. Il siège désormais à la mairie.
- 7 C'est également au XIX<sup>e</sup> siècle que sont construits ce qu'on appelle les portes à flots, dont la fermeture est automatique et qui empêchent l'eau salée de remonter lors des marées. L'une des plus grandes portes se trouve à Carentan, dans la Manche, et date de Napoléon III.
- 8 Sur l'ensemble du littoral français du nord et de l'ouest, des inondations de plus en plus nombreuses surviennent du fait que l'eau douce ne s'évacue pas suffisamment à marée haute lorsque les portes des buses et les portes à flots se referment. Des effets sédimentaires se font également sentir, comme le souligne un ostréiculteur de Bayeux :  

Les polders, les barrages et les portes à flots ont stoppé l'effet de chasse et favorisé l'ensablement de la baie.
- 9 D'où une réflexion engagée depuis longtemps, notamment par les spécialistes du Conservatoire du littoral (propriétaire actuellement de 12 % du linéaire côtier), qui proposent de submerger des territoires en dé-poldarisant, ré-estuarisant et en reculant certaines digues afin de créer des zones tampon de préservation-reconstitution de la biodiversité (oiseaux migrateurs). Cette démarche va à l'encontre des intérêts liés à l'aménagement des côtes. Les conflits d'usage [Bodiguel ed. 1997], inévitables du fait de la diversité des populations et des logiques (économiques, résidentielles, de loisir...), ne peuvent que s'accroître dans un contexte de raréfaction de l'espace. Ces intérêts

catégoriels devraient s'exalter si ces lieux déjà saturés et fragilisés étaient, volontairement ou non, submergés à cause du changement climatique global<sup>5</sup>.

- 10 Nous ne citerons ici que les catégories d'acteurs sur lesquelles a porté notre enquête. Les ostréiculteurs attendent que l'on édicte des normes strictes pour préserver la qualité de l'eau, ce qui, évidemment, compliquerait la tâche des agriculteurs. Les maires, pour leur part, souhaitent qu'on les laisse bâtir, ce à quoi peuvent vigoureusement s'opposer diverses associations et le Conservatoire du littoral. Les résidents et les professionnels du tourisme exposés aux inondations n'ont pas les mêmes attentes que les agriculteurs des bassins versants, dont les pratiques favorisent les ruissellements et les pollutions. Majoritairement, les riverains se préoccupent de leur patrimoine sans envisager la gestion à moyen et à long terme du trait de côte. Les chasseurs, principalement urbains, cherchant à reconstituer un gibier en voie de disparition (notamment les lièvres et les perdrix en Seine-Maritime), demandent le rétablissement des haies où nichent leurs proies, ce qui contrarie les agriculteurs, toujours sensibles, eux, au rendement que permettent les grandes parcelles d'un seul tenant.
- 11 L'usage du littoral ne peut être que source de conflits dans la mesure où les réactions au changement climatique global sont contradictoires, a fortiori si l'on ajoute aux acteurs déjà cités d'autres acteurs non ruraux autrement plus puissants<sup>6</sup>, tels que les gestionnaires de grands ports (Ouistreham, Rouen, Dieppe), EDF (pour les centrales nucléaires du littoral normand), les militaires de la marine, les pêcheurs de haute mer de Port-en-Bessin, Honfleur et Dieppe, ou encore les industriels du Havre.
- 12 Comme nous allons le voir : les argumentaires sont variés.

## Endiguer ou assouplir ?

- 13 La volonté de protection qu'expriment les métaphores de l'endigage se heurte à la violence des tempêtes. Elle donne lieu à des expressions comme « prendre en main », « contenir », « résister », qui tentent de banaliser des événements plus ou moins exceptionnels et laissent entendre qu'on peut contrôler les forces de la nature. Dans nos entretiens reviennent régulièrement des thèmes comme « l'inconcevable » et « l'inéluctable » :  
À un moment donné, la nature va nous dire : « poussez-vous ! » (Maire, ouest de Dieppe)
- 14 Notons qu'il n'est jamais prévu de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Seule une protection solide et locale est envisagée.
- 15 Cette volonté de protection est quelquefois contrariée par l'action des associations militantes, par les missions du Conservatoire du littoral ou encore par les normes édictées sur le plan national et européen. Cela se traduit par des postures anti-écologiques, par des réactions critiques à l'encontre du catastrophisme, mais également par la revendication d'un certain équilibre entre l'humain et le non-humain (pour reprendre le vocabulaire de Bruno Latour [1999]). Un maire du Cotentin constate :  
J'ai le sentiment qu'on protège plus l'environnement que le reste. [...] C'est un héritage qu'on a reçu des parents : il faut le transmettre, le préserver. Mais je pense qu'il ne faut pas en faire trop.

- 16 La question des digues est, bien entendu, centrale sur tout le littoral normand dès lors que les dunes font défaut. Et, face à l'érosion, certains élus affichent un certain pragmatisme et font preuve de fatalisme quand ils ne font pas preuve d'ironie :

Dès qu'on ne pose plus nos épis, la mer recommence à creuser et retrouve son état initial. [...] Avant, on allait chercher du sable dans la mer et on le ramenait dans l'estran. Mais comme les marées le reprenaient, on retournait en chercher. Ça fait vraiment « shadok »<sup>7</sup>, je vous le concède (maire, Cotentin).

- 17 La référence aux Shadoks est récurrente. Elle renvoie au travail de Sisyphe qu'impose la dynamique sédimentaire des marées. Tout en notant le caractère un peu absurde du procédé, ce maire pense néanmoins que c'est, à court terme, la meilleure solution bien qu'elle ne puisse être généralisée. Cependant il rejoint l'attitude de scepticisme voire de déni<sup>8</sup> fréquemment observée chez les élus et les agriculteurs quant au changement climatique. À cet égard, la protection de la nature peut même être vue comme un poison et non comme une dette vis-à-vis des générations futures<sup>9</sup> :

[L'écologisme], parce qu'on en parle, ça devient une intoxication. Ça devient un véritable carcan (maire, Cotentin).

- 18 Souvent dans les interviews, les autorités, désignées par « ils », sont accusées de vouloir abandonner les riverains. Dès lors s'expriment des craintes quant aux conséquences humaines et économiques de l'élévation du niveau de la mer, même si on reste dubitatif s'agissant de la Normandie. En dépit du fait qu'une grande partie du Sud-Cotentin se situe au niveau de la mer – vaste zone de marais<sup>10</sup> –, les élus continuent d'être confiants et pensent que ce n'est que dans un avenir lointain que la montée des eaux sera problématique. Certains propos tenus avant la tempête Xynthia sont particulièrement éloquents :

Si les digues venaient à céder et qu'il y ait 1,50 mètre ou 2 mètres d'eau, toute la partie qui longe le canal jusqu'à Carentan serait inondée. [...] C'est un problème majeur. Mais je pense que même s'il y a une montée brusque des eaux, elle sera maîtrisée. On se sent en sécurité. On n'a pas peur. Les gens font confiance aux digues (maire, Cotentin).

- 19 À l'opposé de cette vision optimiste et volontariste d'un littoral doté d'équipements plus ou moins durs et durables se manifeste une posture d'autant plus favorable à la nécessité de s'adapter aux changements naturels qu'elle s'appuie sur une analyse des responsabilités sociales de ces changements. Il s'agit dans l'un et l'autre cas d'attitudes plutôt correctrices.

- 20 Concernant les effets du changement global, les acteurs les plus avertis restent prudents. C'est le cas d'un des gardes du littoral. Selon lui, il n'est pas rare que les dunes se forment et disparaissent, parfois en quelques années. Mais pour prendre conscience de cela, il faut se positionner sur le temps long. L'association Manche-Nature<sup>11</sup> est emblématique de cette volonté de protéger l'environnement du littoral, ce qui passe surtout par la contestation des projets d'urbanisation à proximité des dunes mais aussi par une position de « laisser-faire ». Ce que confirme le président de cette association :

Il ne faut pas toujours laisser faire la nature, mais la mer a de l'énergie à dépenser et il faut bien qu'elle la dépense. Si on la contrarie, elle va creuser ailleurs. Une protection ici a des conséquences là : cela ne fait que déplacer le problème. [...] Il vaut peut-être mieux sacrifier quelques maisons plutôt que dépenser des millions d'euros. [...] Si des zones fortement urbanisées doivent être protégées, ce qu'il faut surtout c'est éviter de construire sur des zones submersibles.

- 21 Si de telles associations écologistes préconisent une réforme structurelle du mode de production et valorisent la décroissance et les produits biologiques, les parcs naturels régionaux font preuve, eux, d'un réformisme d'une plus grande douceur. Dans la mesure où seule une minorité d'agriculteurs peuvent bénéficier de la « plus-value environnementale » – terme utilisé par l'animateur du Parc Cotentin et Bessin –, la plupart ne cherchent pas à modifier leur comportement mais préfèrent s'adapter à la nouvelle réalité juridique et aux opportunités financières supranationales. Le paradoxe de ce type d'actions incitatives est que les personnes auxquelles elles s'adressent sont précisément celles qui n'ont pas intérêt au changement dans l'état actuel de la réglementation et de la logique du marché.
- 22 Si nos interlocuteurs évoquent souvent les arguments écologiques, c'est pour mieux en montrer les faiblesses, particulièrement lorsqu'ils veulent défendre l'activité économique. Ce qu'attestent les propos de ces trois maires :
- Aujourd'hui tout ce qui est écolo a pris le pas sur les traditions, ce sur quoi on ferait bien de s'interroger. Je trouve que les écologistes ont trop de pouvoir : on veut tout interdire sous prétexte de préserver l'environnement (maire, près de Caen).
- Moi je veux bien appliquer un certain nombre de normes agri-environnementales, mais pas si c'est pour « mourir au pied de mon arbre vert » [...] Pour qu'un touriste puisse découvrir notre coin, il faut qu'il puisse y séjourner (maire, Cotentin).
- L'environnement s'oppose à l'économie. Faudrait nous mettre sous cloche. C'est compliqué. Je ne suis pas un ayatollah (maire, ouest de Dieppe).
- 23 Certaines formulations particulièrement imagées sont révélatrices de l'anti-écologisme des maires et des agriculteurs<sup>12</sup>. On peut constater combien les producteurs sont opposés au principe du « laisser faire la nature ». Cette expression renvoie à la dimension fondamentaliste de certains engagements, alors que les écologistes se reconnaissent plutôt dans la recherche de solutions alternatives, ce qui est loin du « laisser-faire » mais qui pose aussi en creux la question de la capacité d'action.

## Face à un trait de côte vulnérable, quelle capacité d'action ?

- 24 La nature est perçue par les différents acteurs de façon ambivalente. Pour les uns, la végétation protégerait les dunes – donc le trait de côte –, d'où la décision officielle de ne pas enlever des plages les débris organiques constitutifs de la « laisse de mer », au grand dam des touristes ; pour les autres, la nature, par sa force, éroderait et menacerait le trait de côte. D'autres acteurs soutiennent, eux, qu'en intervenant on contribue à préserver la nature :
- On voit bien que, dès qu'il n'y a plus de végétation, ça va deux fois plus vite. Par contre, est-ce qu'il faut aller plus loin ? C'est vrai que quand on élève une digue, si on ne le fait pas partout, ça s'abîme plus vite à côté (maire, Cotentin).
- 25 Ou encore :
- Ce que j'attends c'est qu'on nous dise comment ça va effectivement évoluer de manière à ce qu'on envisage ce fameux repli stratégique qui ne peut se faire que sur le long terme (maire, Cotentin).
- 26 La position intermédiaire dans le débat sur la gestion du trait de côte consiste à se déterminer en fonction de certains paramètres (coût, risques, efficacité, volonté des acteurs locaux, intérêt général, fiabilité des prédictions). Les positions favorables à

l'endigage sont indissociables de la prise en compte des activités économiques du littoral<sup>13</sup>. Elles n'interdisent néanmoins pas la rationalité dans les procédures, comme l'exprime un conseiller régional des conchyliculteurs :

Dans des zones où il y a des activités économiques et des habitations, la logique voudrait qu'on protège. Sur des secteurs où on a une évolution naturelle qui n'interfère pas plus que ça sur ces activités, on peut pratiquer le repli. C'est toujours une histoire de coûts et d'avantages. Ça doit être traité au cas par cas.

- 27 Les effets contrastés de la protection, qui peut être bénéfique en certains endroits et néfaste en d'autres, rendent ce choix délicat si tant est qu'on puisse prévoir toutes les répercussions des installations. Cette difficulté dans la prise de décision exacerbe le fatalisme. Ainsi le sentiment d'avoir pris sur les événements s'oppose, dans certains cas, à une forme de résignation des acteurs, déculpabilisés face à la puissance de la nature.

- 28 Lorsque la capacité d'action et de changement est faible, on l'explique de diverses manières, et en particulier par des raisons quasi religieuses : la nature, qui a été bafouée, se retournerait contre l'homme. Nous pouvons ramener les figures du fatalisme à deux expressions principales, un peu schématiques mais réalistes. La plus commune consiste à dire, à l'instar des naturalistes, que, face à l'évolution, l'homme est démuni. Par ailleurs, une argumentation de type économique consiste à dire que, face à la mondialisation et aux lois de la concurrence, il est impossible de réagir. Dans une variante de ces représentations, le poids des réglementations peut servir à légitimer l'inaction. En somme, le fatalisme proviendrait essentiellement des lois de la biologie et de l'économie politique. Un des élus interrogés dit ainsi :

En tant qu'élus on est désarmés. [...] Il y a des évolutions qui sont inéluctables. [...] On a l'impression que l'homme, par sa toute-puissance, voudrait endiguer une évolution qui ne date pas d'hier. [...] Je crois qu'il faut qu'on laisse la nature tranquille : elle a ses droits. Est-ce qu'on a le droit et le devoir de se protéger contre la mer ? [...] On lui a repris du terrain et, maintenant, on se dit qu'on a fait une erreur (maire, Cotentin).

- 29 On note, dans le discours, une tendance à l'anthropomorphisme : la mer serait capable de recouvrer sa liberté. Son droit à « divaguer »<sup>14</sup> s'oppose à l'action canalisatrice de l'homme. La mer, y compris pour les plus fervents adeptes du maintien du trait de côte, aurait, en quelque sorte, son propre espace à reconquérir.
- 30 Curieusement, une des variantes du fatalisme naturaliste est le fait d'élus pourtant sensibles à la protection mais qui dénoncent la difficulté technique dans le combat contre la mer et le manque d'information émanant des autorités<sup>15</sup>. Dans les rares cas où les élus sont très au fait des enjeux écologiques, il arrive néanmoins qu'ils s'abritent derrière la réglementation pour imposer des dispositions impopulaires. Enfin, pour justifier l'inaction, certains font valoir l'aspect financier.
- 31 Parfois on invoque le caractère irréalisable de certains projets comme celui de la ré-estuarisation d'un petit fleuve près de Dieppe – la Saâne – auquel on ajoute des arguments économiques et politiques. Dans le propos qui suit, ce maire, près de Dieppe, dénonce le coût insupportable pour les finances publiques d'un tel projet :

On va dépenser des sommes colossales sans même savoir si c'est dans l'intérêt général. [...] Le coût de l'opération, c'est 20 à 40 millions d'euros. Vous imaginez le prix du delta ! [...] Malgré les études, la vague est montée car l'estuarisation est une chose difficile à réaliser : des ponts, des digues et des galets à gérer. [...] Je suis contre, radicalement contre. Je pense que c'est une imbécillité [...] On a d'autres choses à faire avec l'argent public.

- 32 Le fatalisme économique peut également s'expliquer par le fait que, souvent, la volonté d'un microcosme se trouve confrontée à l'inertie du reste du monde, ce qui rend toute action locale inefficace. Ainsi certains élus assurent que trop de normes environnementales peut conduire à la délocalisation des activités si les Français n'acceptent pas de pratiquer sur leur sol des activités potentiellement polluantes. Le contrôle des pratiques nuisibles, souvent considérées comme individuelles, serait alors quasiment impossible, la bonne conduite des uns étant annulée par l'inertie des autres<sup>16</sup>.
- 33 L'autonomie des acteurs institutionnels locaux est finalement assez relative. Globalement, dans leur discours, revient le leitmotiv de toutes les contraintes qui pèsent sur eux. Ce n'est que grâce à la volonté de militants écologistes et d'administrations comme le Conservatoire du littoral que l'action devient plausible. Toutefois cette action reste soumise à de multiples enjeux.

## Les enjeux sociopolitiques de l'adaptation au changement global

- 34 Au-delà des positions et des déclarations présentées ci-dessus, un même acteur peut tenir des propos contradictoires. Presque tous sont partagés entre une connaissance partielle des phénomènes et une soif de scientificité, entre des exigences immédiates (temporalité électorale pour les élus) et des réflexions sur l'avenir, entre les vicissitudes de leur charge et les opportunités du moment. Étant depuis des générations enracinés dans le territoire rural, ces élus locaux sont très sensibles à l'image qu'ils laisseront derrière eux. La mémoire collective retient les bonnes et les mauvaises décisions, la sagesse des uns et l'opiniâtre résistance des autres. De sorte que, si elle peut quelquefois être un facteur de blocage, la trace mémorielle peut aussi être un levier de changement.
- 35 Des données objectives sont disponibles, notamment au Conservatoire du littoral et dans les DREAL (directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement), qui s'accumulent et se communiquent souvent via les « clubs risques » animés par des fonctionnaires : elles portent sur le déclin des ressources et de la biodiversité, sur l'érosion des côtes, sur la fréquence et le degré des inondations, sur la montée du niveau des eaux, sur les espèces invasives, sur les captages d'eaux douces, sur l'étalement urbain, sur l'évolution démographique des littoraux, etc. Livrer ces données au grand public ne peut que multiplier les perspectives. Par exemple, même les aspects les plus matériels peuvent faire l'objet de controverses. Ainsi, bien que le recul des falaises soit considéré partout comme préoccupant – il atteint près de 1 mètre par an en certains lieux comme près de Dieppe –, pour la plupart des acteurs locaux du littoral, il semble obéir à des causes naturelles et n'est nullement considéré comme le signe d'une modification significative du climat ou comme la conséquence directe de l'activité humaine. Pourtant certains spécialistes qui ont du recul et ont une vision globale de la France, territoires d'outre-mer inclus, assurent au contraire que l'érosion des digues, des dunes et des falaises s'accélère depuis quelques décennies à cause du réchauffement climatique.
- 36 Mais avant les récentes submersions du littoral atlantique, l'État hésitait à transmettre ces données à ses services alors que la demande des acteurs locaux était forte : certains



élus sont allés jusqu'à déclarer en apprendre bien plus par la télévision. Des responsables régionaux de l'environnement ont précisé qu'il fallait se montrer prudent avec le public s'agissant de la montée des eaux car des phénomènes spéculatifs ou, au contraire, stigmatisants pouvaient se manifester et engendrer des réactions d'une grande violence. L'information est donc stratégique : elle peut être à l'origine de conflits sociaux car elle exacerbe les tensions entre le local et le global, le court terme et le long terme, l'économique et l'écologique.

- 37 La différence qui existe entre ceux qui pensent qu'il faut accompagner le changement global et ceux qui résistent à cette adaptation tient en peu de mots : les premiers incriminent des acteurs ou facteurs humains tout en se positionnant dans le temps long et le supra-local alors que les seconds, focalisés surtout sur les aménagements, raisonnent dans le temps présent et à l'échelle locale. Les premiers estiment qu'il faut anticiper et prendre du recul par rapport aux enjeux purement locaux ; les seconds refusent de voir les grandes tendances et valorisent l'expérience des gens du cru.
- 38 Ces deux attitudes peuvent provoquer un conflit social dont l'enjeu porterait sur les modalités pratiques de la gestion du trait de côte. Cependant les textes officiels et les directives européennes ne semblent pas véritablement prendre la mesure de ce qui se joue autour des usages du littoral et privilégient les dispositifs favorisant la gestion intégrée des zones côtières. Mais comment faire prendre des décisions communes à des acteurs dont les intérêts divergent ? Comment les inciter à raisonner sur le long terme alors qu'ils vivent et travaillent dans le présent, ici et maintenant ? Comment leur donner une vision globale alors que le corporatisme local domine dans les représentations ? Comment les élus pourraient-ils défendre d'autres intérêts que ceux de leurs électeurs ? Comment venir à bout des blocages au sein même de l'appareil d'État ? La majorité des fonctionnaires en charge de l'environnement ne sont pas encore prêts, pour reprendre un slogan de leur propre ministère, à « entrer dans le monde d'après »<sup>17</sup>.
- 39 Si l'interpartenariat est le mode privilégié de ces instances à vocation discursive et parfois contractuelle (sans que l'on s'assure toujours que les engagements sont respectés), il y a lieu de s'interroger sur les chances de pérennité de ces dispositifs relationnels. En toute logique, plus on optera pour la gestion du trait de côte en laissant entrer la mer, plus les riverains, professionnels et autres collectivités seront atteints dans leurs conditions d'existence et de survie et plus leurs problèmes prendront une tournure juridique. Il est plus que probable que les débats et controverses tourneront alors au conflit ouvert<sup>18</sup>, et même les procédures consensuelles que préconise Bruno Latour [1999] risquent d'être insuffisantes. Pour étayer cette hypothèse, soulignons le potentiel contestataire de certains élus, en l'occurrence ceux qui se déclarent opposés à toutes les formes de ré-estuarisation des fleuves<sup>19</sup>. Ces conflits ne pourront se régler que devant les tribunaux. En témoigne la manière dont les riverains ont réagi aux dispositions prises après Xynthia.

## Conclusion

- 40 L'examen du littoral normand dans le contexte de la crise écologico-climatique montre les limites du principe de gouvernance du lieu de la centralité publique et met en évidence les éventuelles inconséquences que porte le principe de subsidiarité. Si l'action localisée suppose une adaptation aux spécificités du milieu, les maires et autres

élus sont par définition les garants des intérêts locaux : ils peuvent donc difficilement incarner les exigences d'une action globale de protection de l'environnement sur le long terme. Plus informés qu'ils ne l'avouent et parfaitement conscients de la portée de leur action, ils ne devraient pas laisser disparaître un territoire dont ils se portent garants. Les élus symbolisent la résistance mais aussi l'inévitable contradiction entre le temps court électoral et le temps long des perspectives et des réactions durables qu'exige le changement global.

- 41 À ces tensions inhérentes aux intérêts locaux s'ajoutent les incohérences entre les différents services de l'État en charge de l'environnement auxquelles s'ajoutent encore des logiques supranationales. À tous ces niveaux de la représentation politique resurgit la position simultanée de juge et partie caractéristique des modes interpartenariaux de construction des « territoires sociaux de l'environnement » [Salles 2006].
- 42 Le littoral est donc finalement un jeu complexe d'acteurs que l'on peut réduire à trois groupes principaux : les entreprises industrielles et agricoles (sauf les conchyliculteurs, dont la position rejoint souvent celle des écologistes) ; les riverains propriétaires de résidences secondaires ; les associations environnementalistes et les scientifiques ou techniciens travaillant pour elles. Ce jeu est de plus en plus régulé par des administrations centrales ou régionales (incluant le Conservatoire du littoral), elles-mêmes en proie à des logiques opposées et soumises à de nombreux lobbies et influences.
- 43 Cependant ce tableau n'est pas statique. C'est pourquoi la notion de gestion intégrée des zones côtières, sur laquelle les gouvernants fondent de grands espoirs mais qui est difficile à mettre en œuvre<sup>20</sup>, ne peut s'appliquer que dans le changement permanent des positions engendré par les dynamiques de l'information et du débat démocratique. À cet égard, le point de vue du Conservatoire du littoral selon lequel l'intégration ne se décrète pas est des plus réalistes. Comme le soulignent d'ailleurs Gérard Pardini [2004] et Agnès Fortier [2009], actuellement, la concertation interpartenariale relève plus d'injonctions administratives qu'elle ne relève des acteurs locaux, lesquels ne modifient pas véritablement leur position même lorsqu'ils cèdent sur certains points.
- 44 Seul l'État, en tant qu'autorité légitimée par les acteurs locaux, est en mesure à la fois d'instruire ce débat permanent et de transcender les objectifs immédiats en investissant sur la durée, et ce dans le double intérêt de la protection durable de l'environnement et de la préservation des finances publiques. La véritable question – éminemment sociologique – est de savoir si l'État saura résister à la pression des lobbies économiques et à l'urgence électorale pour satisfaire, sur le plus long terme, les exigences les plus collectives.

---

## BIBLIOGRAPHIE

**Bardou, Magali** — 2009, « Politiques publiques et gaz à effet de serre. Pour le climat : mieux vivre ensemble en ville ? » *Ethnologie française* 4 (39) : 667-676.

- Bodiguel, Maryvonne ed.** — 1997, *Le littoral entre nature et politique*. Paris, L'Harmattan.
- Bourblanc, Magalie et Hélène Brives** — 2009, « La construction du caractère “diffus” des pollutions agricoles », *Études rurales* 183 : 161-176.
- Bouyer, Christine ed.** — 2004, *Construire ensemble un développement équilibré du littoral*. Paris, La Documentation française.
- Deboudt, Philippe** — 2002, « Géohistoire de la lutte contre l'érosion côtière sur le littoral du Pas-de-Calais », in J. Malezieux ed., *Le milieu littoral*. Paris, Éditions du CTHS : 221-237.
- Dejeant-Pons, Maguelonne** — 2009, « Les activités du Conseil de l'Europe en faveur des zones côtières », *VertigO* (hors-série n° 5). Consultable sur Internet.
- Delbos, Geneviève** — 2002, « Des milieux et des hommes au devenir incertain. À propos des zones humides du littoral maritime », *Courrier de l'environnement de l'INRA* 47 : 43-56.
- Fortier, Agnès** — 2009, « Vers la constitution de nouveaux territoires ? », *Études rurales* 183 : 129-142.
- Gérard, Yann** — 2009, « Une gouvernance environnementale selon l'État ? », *VertigO* n° 9 (1). Consultable sur Internet.
- Juan, Salvador et Stéphane Corbin eds.** — 2009 (en collab. avec L. Rougé, L. Bocéno, A. Diaw et C. Lissak-Borges), « Étude sociologique sur les craintes et attentes des collectivités locales face aux effets du changement climatique global sur le littoral normand ». Rapport pour le Syndicat mixte du littoral normand, l'Agence de l'eau Seine-Normandie et le SGAR de Basse-Normandie.
- Kalaora, Bernard** — 1998, *Au-delà de la nature : l'environnement. L'observation sociale de l'environnement*. Paris, L'Harmattan.
- La Branche, Stéphane** — 2009, « L'insoutenable légèreté environnementale de la participation », *VertigO* 9 (1). Consultable sur Internet.
- Latour, Bruno** — 1999, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. Paris, La Découverte.
- Lozachmeur, Olivier** — 2008, « La nouvelle politique française du littoral », in J. Fialaire ed., *Les stratégies du développement durable*. Paris, L'Harmattan : 205-234.
- Mesnard, André-Hubert** — 2009, « L'approche stratégique française des instruments de la gestion intégrée des zones côtières », *VertigO* (hors-série n° 5). Consultable sur Internet.
- Meur-Ferec, Catherine** — 2009, « La GIZC à l'épreuve du terrain. Premiers enseignements d'une expérience française », *VertigO* (hors-série n° 5). Consultable sur Internet.
- Michot, Thierry** — 2002, « Les schémas de mise en valeur de la mer. Explication d'un échec », in J. Malezieux ed., *Le milieu littoral*. Paris, Éditions du CTHS : 305-316.
- Miossec, Alain** — 1998, « De l'aménagement des littoraux à la gestion intégrée des zones côtières », in A. Miossec ed., *Géographie humaine des littoraux humains*. Paris, CNES-SEDES : 413-466.
- Pardini, Gérard** — 2004, *La protection du littoral*. Paris, MB Formation.
- Paskoff, Roland** — 2001, *L'élévation du niveau de la mer et les espaces côtiers*. Paris, Éditions de l'Institut océanographique.
- Prieur, Michel** — 2009, « Un nouveau protocole sur la gestion intégrée des zones côtières », *VertigO* (hors-série n° 5). Consultable sur Internet.
- Salles, Denis** — 2006, *Les défis de l'environnement. Démocratie et efficacité*. Paris, Sylleps.

**Vestergaard, Élisabeth** — 1997, « Conflits d'usage sur le littoral danois », in M. Bodiguel ed., *Le littoral entre nature et politique*. Paris, L'Harmattan : 155-160.

## NOTES

1. Expression polémologique en vigueur dans les milieux administratifs, qui renvoie à une adaptation à la montée des eaux, graduée et maîtrisée, permettant d'échapper aux effets économiquement contreproductifs de certaines protections avancées.

2. En France, la surface agricole utile diminue douze fois plus vite sur le littoral que partout ailleurs [Bouyer ed. 2004].

3. Voir aussi la revue électronique en sciences de l'environnement *Vertigo*, spécialement les articles de 2008 et 2009.

4. Il s'agit des vallées de la Saône et de l'Yères (près de Dieppe), de l'estuaire de l'Orne (près de Caen), de la baie des Veys et du val de Saire (est et nord du Cotentin), des havres de Regnéville et de Blainville et du havre de Lessay (ouest du Cotentin). Au-delà des spécificités physiques des lieux, les résultats de notre enquête peuvent être généralisés et dépassent largement la seule Normandie. Ils peuvent s'appliquer à la Baltique, à l'Atlantique, voire à la Méditerranée. L'échantillon sélectionné comprend 20 maires et 50 informateurs (chargé de mission, scientifique, militant associatif, ostréiculteur, agriculteur, pêcheur à pied, technicien...). Voir S. Juan et S. Corbin eds. [2009].

5. Si certains travaux consacrés à cette question [Paskoff 2001] évoquaient il y a dix ans une élévation de 1 millimètre par an en moyenne et si, récemment, le GIEC tablait, lui, sur 5 millimètres par an, avec l'accélération du processus on estime que sur tout le XXI<sup>e</sup> siècle l'élévation sera en moyenne de 1 centimètre par an, soit près de 1 mètre à l'horizon 2100. La force de la houle équivalant au carré de l'élévation du niveau des eaux, c'est l'érosion qui sera annonciatrice de la submersion des côtes les plus basses. La montée des eaux est déjà visible sous la forme de l'infiltration d'eau salée dans les nappes phréatiques en de nombreux points de la planète, y compris en France.

6. Que nous n'avons pas interrogés du fait que les sites qu'ils occupent ne sont pas susceptibles à court terme d'être mis en cause.

7. Série télévisée d'animation des années 1970 connue pour sa célèbre phrase « Et les Shadoks pompaient... »

8. L'un des maires, conseiller technique des agriculteurs de Haute-Normandie, affirme même que le climat se refroidit.

9. « Tant que je serai maire, mon Conseil municipal et moi on donnera pas le feu vert à "On laisse la mer envahir la vallée." Et derrière, j'ai quoi comme paysage pour les enfants et les petits-enfants ? [...] Si jamais ça foire, on aura du galet et des moustiques partout... Je peux pas me boucher les oreilles et ne pas tenir compte des générations futures. » (Maire, ouest de Dieppe)

10. Le Centre du Cotentin se situe à peu près au niveau des hautes marées. De sorte que, à la fin de XXI<sup>e</sup> siècle, si le niveau de la mer s'élève de 1 mètre, il sera coupé en deux, sauf à élever et entretenir de longues et coûteuses digues des deux côtés de la péninsule. Dans la Manche, des captages révèlent une eau potable déjà saumâtre, selon un hydrologue de la DIREN de Normandie que nous avons interrogé.

11. Considérée par beaucoup comme un groupement radical, cette association a en fait une activité aussi bien scientifique que politique. Elle édite deux revues – *L'Argiope* et *Combat juridique* – qui ont déjà publié plusieurs dizaines de numéros. Il s'agit donc d'une véritable institution locale de défense active de la nature.

12. Ces expressions d'édiles ruraux sont révélatrices de la relative inefficacité des mesures incitatives centrées sur le monde agricole que ces édiles côtoient ou auquel ils appartiennent. Selon Denis Salles [2006], 4 à 30 % des exploitants appliquent les dispositifs agri-environnementaux. Cet auteur souligne également l'impuissance des municipalités à contrôler les pollutions agricoles. En outre, la profession et ses lobbies savent retarder ou neutraliser les contrôles alors que les pollutions sont de plus en plus manifestes dans certaines régions comme la Bretagne [Bourblanc et Brives 2009].

13. « Il y a une compétition entre le développement urbain et la nécessité de maintenir le littoral. » (Maire, près de Caen)

14. Un des maires du Cotentin précise : « L'expérience nous prouve que dès qu'on met en place des méthodes de maintien du cordon dunaire sur un espace bien identifié, la mer tout de suite met en œuvre les procédures nécessaires pour reprendre son droit de divaguer. »

15. « On nous dit : "Il faut prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les gens." Mais lesquelles ? En tant que maire je n'ai reçu aucune instruction précise. Il n'y a rien d'obligatoire. [...] Ce qu'on pourrait faire face à la montée des eaux ? Je ne vois pas de solution, sauf à équiper tout le monde de bouées ! [...] Je suis fataliste, quoi. Pourquoi se protéger face à ce qui est inéluctable ? » (Maire, ouest de Dieppe)

16. « Si la France devient un paradis, il n'est pas sûr que l'Allemagne suive, ni l'Espagne, l'Italie ou la Suisse. [...] À l'intérieur d'un monde galopant, on ne peut pas non plus être en reste. » Ou encore : « S'il faut lutter contre le réchauffement de la planète pour éviter l'élévation des mers, ce n'est pas la commune, même si elle devient exemplaire en matière d'environnement, qui y pourra quelque chose. » (Maires, Cotentin)

17. En France, de nombreux travaux [Bourblanc et Brives 2009] ont souligné que l'administration continue à soutenir l'agriculture intensive. Même la documentation française admet que les objectifs affichés de dépollution seront difficiles à atteindre [Bouyer ed. 2004]. Il en va de même pour de nombreuses régions d'Europe à vocation agricole.

18. Non seulement entre acteurs, mais aussi – comme on l'a vu récemment dans le sud-ouest de la France lorsque les ostréiculteurs ont refusé que l'IFREMER étudie leurs huîtres – entre acteurs et institutions publiques de recherche.

19. Un maire, près de Dieppe, précise non sans humour : « On va chasser les espèces actuelles et on va mettre à la place d'autres moustiques. On va assassiner des espèces rares alors que la ZNIEFF les protège ! Quand il s'agira d'orchidées rares, le procès sera très long. »

20. Cette notion, tout comme celle de gouvernance, vise une meilleure gestion des conflits entre les acteurs [Gérard 2009 ; Prieur 2009]. Elle correspond au nouveau besoin d'intégrer les diversités [Dejeant-Pons 2009], d'« interfacer pour accompagner le changement », surtout par l'action territorialisée que les collectivités sont les plus à même de promouvoir [Bardou 2009]. Mais de nombreux auteurs, tels Olivier Lozachmeur [2008] et Agnès Fortier [2009], soulignent les difficultés d'application sur le terrain, l'échec relatif ou avéré de cet instrument [Michot 2002 ; La Branche 2009 ;

Mesnard 2009], voire se demandent s'il ne s'agit pas d'un « mythe pacificateur » [Meur-Ferec 2009].

---

## RÉSUMÉS

### Résumé

Salvador Juan, *Les acteurs locaux face au changement climatique. Le cas du littoral normand*

Une enquête menée auprès de représentants des principaux acteurs du littoral normand montre comment s'opposent ceux qui préconisent de lutter contre la montée des eaux et ceux qui préconisent de procéder à un « repli stratégique ». Si les premiers se focalisent sur les exigences immédiates, avant tout économiques, en opposition avec les éléments naturels, les seconds se placent davantage sur le temps long et peuvent manifester une vision anthropomorphisée de la nature. Dans le premier cas, on refuse de considérer les tendances lourdes et d'anticiper l'avenir tout en valorisant les connaissances du cru ; dans le second, il s'agit de s'adapter à l'évolution de la nature et de prendre du recul par rapport aux enjeux locaux. Après avoir développé cette opposition, l'article évoque les enjeux sociopolitiques de l'adaptation au changement climatique.

### Abstract

Salvador Juan, *Local actors and the challenge of climate change. The case of the Normandy coast*

Based on interviews conducted among elected officials and local actors, this study examines the conflict between the proponents of “coastal protection” and those in favour of a “strategic retreat” from the coast. While the former emphasize immediate requirements (in particular economic requirements) by contrast with the natural elements, the latter have generally taken a more global long-term view of the issue, based on an anthropomorphic conception of nature. The advocates of coastal protection generally refuse to consider major trends and to anticipate or predict the future, while emphasizing the knowledge of local people. By contrast, their opponents emphasize the need to adapt and to stand back from local issues and challenges. After examining this conflict, the paper considers the sociopolitical issues raised by the adaptation to climate change.

## INDEX

**Mots-clés** : littoral normand, acteurs locaux, trait de côte, changement climatique, changement global

**Keywords** : climate change, Normandy Coast, coastline, global change, local actors